

Programme «Les jeunes porteurs de changement dans le Haut Nord-Ouest»

2021-2023
600 000 €



Projet de développement communal de l'eau et assainissement sur l'île de la Tortue

2020-2022
70 000 €



PAGODE - Programme d'appui à la gouvernance décentralisée

2019-2023
7 539 698 €



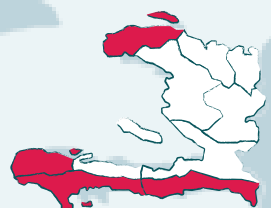
Projet FORSNUT «Renforcement du système de santé et des acteurs du Nord-Ouest face à la malnutrition»

2019-2022
4 627 675 €



Programme PISCCA

2019-2021
100 000 €



Partenaires financiers



Ambassade de France en Haïti



Ambassade de Suisse en Haïti



Agence de l'Eau Adour – Garonne



Agence Française de Développement (AFD)



Bordeaux Métropole



Délégation de l'Union Européenne en Haïti

Partenaires opérationnels

ADEMA (Ansanm pou yon demen miyò)

CLIO (Cadre de Liaison Inter-Organisations)

CROSE (Coordination régionale des organisations du Sud-Est)

Direction Sanitaire du Nord-Ouest

EMI (Entraide Médicale Internationale)

FENAMH (FÉdération NAtionale des Maires d'Haïti)

FENAFEMH (FÉdération NAtionale des FEMmes Maires d'Haïti)

GRAMIR (Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural)

GRET (Groupe de Recherche et d'Échange Technologique)

ITECA (Institut de Technologie et d'Animation)

IRAM (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement)

Médecins du Monde Canada

MICT (Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales)

MPCE (Ministère de la Planification et de la Coopération Externe)

SOE (Service Œcuménique d'Entraide)

SOFA (Solidarite Fanm Ayisyen – Solidarité Femmes Haïtiennes)

Tenir bon et continuer avec les acteurs locaux

« Que faire ? Comment sortir des impasses, par où commencer ? » ont été les questions tout au long de cette année. Une année « horrible », comme l'ont résumée à la fois le principal journal haïtien et pratiquement tous les commentateurs. Alors que les institutions étaient déjà toutes dysfonctionnelles, cette année 2021 a vu émerger dès février des rumeurs et des controverses à propos de la fin alléguée du mandat du Président de la République Moïse Jovenel. Déterminée à avancer malgré tout, une « Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise » (CRSC) s'est bien constituée dès le début de l'année, forte d'une large représentation et d'un travail de rassemblement inédit, toutefois sans recevoir de véritable attention, en particulier de la communauté internationale.

En parallèle, tout restait pratiquement bloqué dans le pays, tandis que les prix montaient, les pénuries de carburants sévissaient, et les gangs se renforçaient. L'assassinat du Président Moïse Jovenel le 7 juillet a marqué un tournant. Un nouveau premier ministre, Ariel Henry, dirige dorénavant le pays dans ce contexte. Divers regroupements politiques et/ou sociaux se sont rassemblés en août pour sceller différents accords – dont un autour du premier ministre et un autre autour de la CRSC – sans toutefois aboutir à une conclusion officielle. L'enquête judiciaire, quant à elle, est complexe et piétine. Le 14 août 2021, c'est un séisme plus fort que celui de 2010 qui a frappé environ un million d'habitants dans la péninsule Sud. La catastrophe est terrible, humaine, infrastructurelle, économique, agricole, environnementale.

En même temps, le pays n'a fait que continuer de sombrer à tous les niveaux. L'insécurité, les gangs et les kidnappings font rage. On ne compte plus les déplacés et les morts. La moitié Sud du pays est coupée de la capitale du fait des bandits. La moitié Nord du pays reçoit moins d'attention mais n'est pas en reste de problèmes. C'est une population à bout qui a terminé cette année, en étant soulagée de la voir se refermer derrière elle.

FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

HAÏTI



NOTRE STRATÉGIE

ID développe ses actions depuis 1994 dans le Nord-Ouest, département parmi les plus vulnérables et plus éloignés de la capitale. Dans 4 communes du Bas Nord-Ouest (environ 250 000 habitants) et dans trois communes du Haut Nord-Ouest dont l'île de la Tortue (environ 220 000 habitants), ID accompagne les acteurs locaux sur diverses thématiques : le développement local, la santé, l'accès à l'eau, et jusqu'il y a quelques années sur la sécurité alimentaire et l'éducation.

Les approches territoriales, la concertation locale et l'implication des acteurs locaux sont au cœur de ces différents programmes. Les Plans Communaux de Développement (PCD), élaborés de manière participative il y a quelques années, ont rassemblé les populations autour de diagnostics et de réflexions sur leurs communes. Depuis lors, les actions des mairies ont été renforcées en partenariat avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, et une certaine dynamique de concertation se maintient tant bien que mal, malgré les difficultés que traverse le pays. Des projets ont aussi été réalisés par les associations locales, issus des PCD et appuyés par ID et son partenaire ADEMA.

Le renforcement du système de santé est l'autre axe fort de développement depuis plusieurs années dans le département, avec une attention particulière portée sur la lutte contre la malnutrition, la santé materno-infantile et la santé sexuelle et reproductive. Les acteurs locaux sont renforcés dans leurs dynamiques autour des centres de santé, en appui à la Direction départementale de la santé et aux Directions centrales. La collaboration est forte avec l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement en vue de politiques intégrées.

Depuis 2019, le Grand Sud est une nouvelle zone d'intervention à travers les actions de nos partenaires haïtiens CROSE, GRAMIR, ITECA ainsi que l'IRAM, qui travaillent là sur les mêmes enjeux de gouvernance locale susmentionnés. Le programme PAGODE apporte une dimension structurante majeure, d'une part en impliquant tous les acteurs institutionnels concernés (mairies, société civile, MICT, MPCE, FENAMH, FENAFEMH, etc.), d'autre part en construisant et appliquant

de nouveaux outils tels que le Fonds d'Investissement Local (FIL). Les acteurs locaux et nationaux sont au cœur des actions, conformément à l'approche soutenue par l'Ambassade de Suisse.

En transversal, la stratégie vise à appuyer le renforcement et l'autonomisation des acteurs et partenaires haïtiens. Parallèlement, les liens et les réseaux avec de nombreux partenaires tant haïtiens qu'internationaux sont inspirants et nécessaires pour toujours apprendre et construire ensemble.



NOS PERSPECTIVES

La gouvernance locale reste un pilier des actions d'ID et de ses partenaires, tant dans le Grand Sud que dans le Nord-Ouest. Les approches entre les acteurs locaux sont structurantes et prometteuses ; elles sont en outre nécessaires pour renforcer les dynamiques locales en ces temps de crise. Un défi reste d'attirer de nouveaux financements sur cette thématique encore relativement peu soutenue.

Le renforcement du système de santé en particulier dans les zones plus vulnérables du Nord-Ouest restera un autre axe majeur. Les relais communautaires cherchent à se renforcer pour mieux répondre aux besoins des populations, en lien avec les structures de santé.

Une place de plus en plus forte sera donnée aux jeunes, à leurs ambitions et leurs dynamiques, car il faut reconstruire la société avec eux et par eux.

ID se tiendra aussi particulièrement ouverte à de nouvelles formes de partenariats, afin de répondre aux défis d'un monde (et d'un pays) toujours plus complexes, tout en cherchant à poursuivre les partenariats intéressants en cours.

Enfin, il s'agira de se rouvrir à d'autres secteurs d'intervention sur ces territoires aux multiples défis : citons notamment la préservation de l'environnement, la sécurité alimentaire, la pêche, l'accès à l'eau, l'éducation, la formation professionnelle, etc.



Programme

Développement local



14 collectivités territoriales accompagnées



environ 400 jeunes mobilisés sur la vision de leur territoire

Trois types de dynamiques locales ont été au cœur du travail tout au long de l'année 2021 dans le Haut Nord-Ouest :

- Les collectivités territoriales (3 mairies et 11 Conseils d'Administration de Sections Communales -CASEC) ont toutes été formées à la maîtrise d'ouvrage locale et 11 d'entre elles ont pu mener à bien des travaux d'intérêt public (passerelles, bureaux administratifs, marchés publics, etc.), tout en mettant en application les principes de la bonne maîtrise d'ouvrage locale
- Les acteurs de l'eau sur l'île de la Tortue : la mairie, la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) et l'Association de Construction des Citernes Familiales (ACCF) ont collaboré pour améliorer l'accès à l'eau sur les 2 sections communales de l'île. En ce sens, 12 citernes pluviales communautaires ont été construites, avec la participation de la population, dans des institutions publiques et communautaires ; et plus de 23 000 personnes sur les 2 sections communales ont été sensibilisées à la gestion et le traitement de l'eau et les maladies hydriques.
- Surtout, les jeunes ont été au cœur des dynamiques en cette année 2021. Un Forum des jeunes a rassemblé environ 400 jeunes qui ont commencé à réaliser leur « Manifeste des Jeunes ». Après ce Forum, plusieurs groupes de jeunes se sont mobilisés sur les questions d'engagement citoyen et de participation. Ils ont également trouvé de nouvelles méthodes de s'épanouir tout en réfléchissant à leurs valeurs, grâce à la méthode innovante de la « playdagogie ».

Ce programme bénéficie des financements complémentaires respectivement de l'AFD, des agences de l'eau Bordeaux Métropole et Adour-Garonne, et de l'UE.

Un point commun entre ces acteurs : ils « apprennent en faisant » et œuvrent de plus en plus au développement de leur territoire. À suivre en 2022 !



Programme Santé



15 structures de santé avec 30 prestataires de soins et 36 Agents de Santé Communautaires Polyvalents (ASCP) accompagnés



23 Organisations Communautaires de Base (OCB) orientées dont 7 financées via un micro-projet



61 jeunes orientés sur le théâtre de rue et mobilisés lors de représentations théâtrales dans les communes ciblées.

En 2021, l'étroite collaboration s'est poursuivie avec le Ministère de la Santé dans le cadre du Programme Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, financé par l'Union Européenne (2019-2022). De nombreux résultats intéressants ont été notamment :

- L'amélioration par 6 structures de santé de leur gestion interne ainsi que leur mise en œuvre de comités de gestion
- De meilleures pratiques de santé développées jusque sur l'île de la Tortue : 3 structures de santé y ont été accompagnées, avec une forte implication du médecin de la commune et notamment une attention majeure portée sur les maladies hydriques, enjeu crucial sur l'île
- L'intégration du théâtre dans 3 communes pour pousser les jeunes à de nouveaux loisirs et à la réflexion citoyenne, via une collaboration avec l'Association Quatre Chemins, renommée dans le secteur culturel haïtien
- L'engagement de 23 Associations et OCB dans des enjeux comme la nutrition, l'hygiène, la santé sexuelle et reproductive, la Covid-19 ou les violences basées sur le genre, et leur financement pour identifier et développer 7 micro-projets

De manière générale, les avancées de nombreux prestataires de santé et des organisations sont particulièrement motivantes pour poursuivre auprès d'eux l'engagement vers de meilleures conditions de santé.



En 2021, dans le programme santé d'ID, un accent particulier a été mis sur la sensibilisation communautaire via une méthode innovante : le théâtre de rue par les jeunes de la communauté.

Pour cela, une collaboration a été initiée tout au long de l'année avec une association haïtienne, l'Association Quatre Chemins (A4C), qui depuis plus de 10 ans encourage les jeunes à développer leur imaginaire, tout en soutenant une éducation participative et citoyenne par le débat et la création artistique. En particulier, leur méthode « Teyat Toupatou » s'adresse aux jeunes des zones plus reculées et les entraîne à créer des pièces de théâtre qui sont ensuite jouées en espaces publics.

Ainsi, 61 jeunes (de 13 à 25 ans) de trois communes du Nord-Ouest (Saint-Louis du Nord, Port-de-Paix et Jean Rabel) ont pu bénéficier de ces ateliers de création théâtrale pendant 3 semaines. Ils ont réalisé 8 représentations en avril 2021 sur des thématiques importantes dans leurs communautés : les violences envers les femmes, la malnutrition ainsi que leurs questions de sexualité. Les représentations théâtrales ont eu lieu sur des places publiques, dans une église et dans deux écoles, s'adressant ainsi à de nombreux jeunes et à des organisations de femmes.

Les effets positifs sont nombreux dans ces communes : ainsi jeunes hommes et femmes témoignent de leur plus grande attention sur ces questions après les avoir jouées ou y avoir assisté. Cela a aussi permis de ramener des pratiques et idées théâtrales dans le Nord-Ouest, alors même que le département est généralement coupé des circuits culturels du pays. La pratique a été tant appréciée qu'elle permet d'espérer des suites en 2022, tant par les jeunes que par l'intérêt des institutions du département...



Programme d'appui à la Gouvernance Décentralisée



Mené dans 11 communes des départements de la Grand'Anse, du Sud et du Sud-Est, sur 4 ans (2019-2023), avec une pleine implication des acteurs institutionnels



Un Consortium composé d'une organisation haïtienne pour chaque département (CROSE, GRAMIR, ITECA), de l'organisation IRAM en appui institutionnel, et ID assurant la coordination.



101 Organisations et Réseaux d'Organisations de la Société Civile intégrés dans le processus d'accompagnement et potentiellement bénéficiaires du Fonds d'investissement local (FIL) pour la réalisation de projets.

En 2021, les 5 partenaires du PAGODE ont adapté leur stratégie pour répondre aux mutations conjoncturelles et contextuelles qu'a connu le pays durant l'année. Tout d'abord, et ce pour répondre au nouveau contexte politique et sécuritaire, priorité est donnée aux partenariats avec les acteurs « permanents » de la gouvernance. C'est à la fois au niveau central (Ministères, Fédérations de Maires...), départemental et communal que cette nouvelle dynamique est appliquée, en mettant l'accent sur une cellule administrative locale par commune.

Dans cette adaptation, le dispositif de Fonds d'Investissement Local mis en place dans les 11 communes constitue la clef de voute du programme. Il constitue en effet le fil conducteur pour la mise en œuvre des activités de concertation locale avec l'ensemble des acteurs et de renforcement des compétences en Maîtrise d'Ouvrage Communal, qui aboutiront à la réalisation concrètes de projets (infrastructure, protection de l'environnement...). De plus en plus, les collectivités territoriales jouent ainsi leur rôle de leadership auprès de leur communauté, leurs « mandats ». Cet appui apporté préserve et renforce les collectivités territoriales dans les relations institutionnelles s'établissant au niveau local.



Le fonds d'investissement local - FIL

L'objectif principal du Fonds d'Investissement Local est de permettre aux autorités communales, intercommunales et aux organisations de la société civile de financer et de répondre aux besoins des populations et acteurs locaux, tout en renforçant les pratiques en termes de mise en œuvre de projets prioritaires à l'échelle locale.

Le FIL, d'un budget de 120 000 Dollars US par commune (60% sous Maîtrise d'œuvre Communale, 40% pour la Société Civile), est administré localement suivant des principes de transparence, d'équité (genre, inclusion sociale...), de démocratie à travers notamment une participation active de la population, de développement durable et de redevabilité. Ces principes sont formalisés dans le Code de Financement (CdF) édité par le PAGODE en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT).

Porté par les ministères, ce dispositif pilote d'action au niveau local a pour vocation d'être répliqué dans les départements du pays avec d'autres sources de financements.